



Genre et environnement dans les pays du sud : constats et perspectives



*En collaboration avec des étudiants
de Sciences Po Paris et Bordeaux*

INTRODUCTION

L'environnement (et plus précisément le changement climatique) a longtemps été considéré comme un phénomène purement scientifique et technique. Il décrit en fait un phénomène qui connaît des implications considérables en termes de justice sociale, et même en termes de genre (Bridge, 2011). Intégrer le genre dans les études de développement, c'est admettre que les rapports hommes-femmes sont des facteurs déterminants dans tout processus social et donc dans les projets développement (Hofmann, 2006). Il est en effet impossible de séparer les aspects physiques des aspects sociaux du changement climatique.

Nous avons choisi de réaliser une analyse croisée sur le genre et l'environnement pour comprendre *comment* et *pourquoi* les femmes sont touchées différemment par le dérèglement climatique, et quel rôle elles jouent dans la lutte environnementale. Nous avons centré notre étude sur les pays en développement (ou pays du Sud) car même si les inégalités de genre persistent dans les pays du Nord, les problématiques ne sont pas les mêmes.

Nous commencerons par montrer qu'il existe un rapport différencié entre les hommes et les femmes à l'environnement et que les femmes, même si elles sont actrices de la lutte contre le changement climatique, sont aussi plus vulnérables. Puis nous expliquerons que des solutions globales, mais surtout locales sont déjà en marche pour créer des politiques environnementales plus durables et égalitaires¹.

1/ Pourquoi existe-il un rapport différencié hommes-femmes à l'environnement ?

« Les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les impacts du changement climatique, tels que les sécheresses, inondations et autres événements météorologiques extrêmes, mais elles jouent aussi un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique. » (CCNUCC15, 2012).

1) Inégalités et changement climatique, deux sources interdépendantes de vulnérabilité des femmes

Face au changement climatique, les femmes sont souvent perçues comme des victimes, mais quelles sont les origines de ce rapport différencié à l'environnement ? Tout d'abord, les femmes sont à la fois sous-représentées dans les espaces de décision, et victimes d'inégalités socio-économiques au quotidien. Ces inégalités entretiennent leur vulnérabilité face aux menaces environnementales, rendue plus importante encore par le changement climatique.

Des inégalités au quotidien

Les hommes et les femmes ne sont pas égaux en droits dans la majorité des pays et des domaines. Outre les problèmes d'accès aux crédits et aux technologies, l'accès aux terres et à l'éducation reste un enjeu de premier plan. En Afrique subsaharienne notamment, les femmes possèdent les terres les moins fertiles et les plus éloignées, et doivent obtenir l'accord de leur mari pour prendre des décisions concernant l'utilisation des machines et de certaines semences. De plus, lors d'un divorce ou du décès du conjoint, les femmes doivent souvent faire face à la perte de leurs terres (Banque Mondiale, 2012). Les inégalités d'accès à l'éducation provoquent un manque de maîtrise des techniques de survie, et multiplie par 14 les risques de décès des femmes et des enfants face aux catastrophes naturelles (OMS, 2003).

Beaucoup de systèmes économiques dans les pays en développement favorisent les hommes au détriment des femmes. Elles accèdent difficilement à un emploi rémunéré et sont donc majoritairement dans

- Les femmes représentent la majorité des pauvres dans le monde, soit 70% des personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour (Nations Unies)
- Les femmes assurent 2/3 des tâches domestiques et de « soins » (ONU Femmes)
- En raison de droits d'héritage discriminatoires, les femmes ne possèdent que 10 à 20% des titres fonciers dans le monde (FAO, 2010).
- Les femmes continuent de représenter 2/3 des analphabètes (Nations Unies)
- Les femmes n'ont pas accès au financement consacré à la lutte contre le changement climatique : 70% des crédits adoptés sont destinés à des projets de haute technologie (Le Monde selon les femmes)

¹ La présente synthèse a été réalisée à partir de la littérature existante et des études de cas sur la thématique « Genre et environnement » et nous avons analysé les projets de terrain recensés dans l'observatoire RESOLIS sur le sujet (<http://resolis.org/observatoire-alimentation>)

le secteur informel, sans protection. En découlent leur manque d'accès aux prestations sociales ou encore leur dépendance aux secteurs sensibles au climat, comme l'agriculture vivrière et la collecte de l'eau (Bridge, 2011).

Un manque de représentation dans les instances de décision

Au-delà des inégalités quotidiennes, le manque de représentation dans les grandes instances politiques est aussi un facteur de vulnérabilité. Dans les années 1980, les femmes étaient très présentes dans les mouvements écologistes. Cependant, depuis les années 2000, le débat a été recentré au sein des institutions décisionnaires et scientifiques, laissant majoritairement la place aux hommes. Actuellement, le changement climatique est souvent perçu comme un problème nécessitant une réponse militarisée ou au contraire très théorique et technique, délaissant dans les deux cas son aspect social (MacGregor, 2010).

- Sur 146 délégations participant au Sommet sur le Climat de New York, seules 7 sont dirigées par des femmes
- Seules 21,8% des parlementaires dans le monde sont des femmes (Nations Unies, 2014)
- Sur 10 membres du conseil du Fonds vert pour le climat, aucune femme à sa création. Aujourd'hui, elles sont seulement 5 pour un total de 24 membres (Réseau climat développement, 2015)
- Les femmes ne représentent que 17% des membres des comités de décision en 2015 au Brésil, Cameroun, Indonésie, Tanzanie et Vietnam (Center for International Forestry Research, 2015)
- Le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) est composé à seulement 16% de femmes

Les grands sommets internationaux ont mis du temps à intégrer la question de genre aux politiques environnementales : ni la CCNUCC (Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques) ni le protocole de Kyoto ne mentionnaient les femmes ou les questions de genre. Les femmes ont non seulement besoin d'une représentation quantitative au sein des institutions (en nombre de représentantes), mais aussi de moyens pour rendre leur participation efficace. Elles doivent avoir une meilleure maîtrise et information des enjeux du changement climatique et de ses impacts différenciés sur les femmes et les hommes (Fondation RAJA, 2015). Aujourd'hui, près de la moitié des groupes citoyens contre le désastre écologique sont dirigés par des femmes ; à quand cette même représentation dans les organisations politiques ?

Le changement climatique comme multiplicateur des inégalités

Les inégalités de genre restreignent la résilience des femmes au changement climatique, et ce dernier renforce à son tour ces inégalités.

Selon une étude d'Human Rights Watch en 2015, les risques environnementaux peuvent engendrer une augmentation de la pratique des mariages précoces et forcés. Après l'ouragan au Bangladesh en 1991, les pères de familles du village de Barguna avaient en effet décidé de marier leurs filles de manière précoce en raison de leurs conditions de vie précaires ; 50% des filles ont alors quitté l'école (Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, 2015). De plus, les risques de violences domestique et sexuelle ont tendance à s'intensifier alors que l'offre de soins diminue dans les zones sinistrées (MacGregor, 2010).

Economiquement parlant, l'augmentation du temps de travail lié à la raréfaction des ressources précarise davantage les femmes et limite d'autant la possibilité pour elles d'exercer des activités rémunérées complémentaires (HCEfh, 2015).

Enfin, les catastrophes naturelles diminuent l'espérance de vie des femmes bien plus que celles des hommes, et ce proportionnellement à l'amplitude de la catastrophe (Neumayer et Plümper, 2007). Au Bangladesh, en 1991, 90% des 138 000 victimes du cyclone étaient des femmes de plus de 40 ans (Banque Mondiale).

2) Les femmes comme actrices dans les domaines de l'agriculture et l'alimentation durables

Outre le fait d'être vulnérables, les femmes sont aussi des véritables actrices de changement : elles agissent via l'atténuation, la gestion et l'adaptation de leurs activités domestiques dans la lutte pour la promotion d'un

développement durable (Fonds des Nations Unies pour la Population). L'amélioration du droit des femmes a des effets reproducteurs sur les trois piliers du développement durable, et omettre les compétences des femmes dans ce domaine pourrait avoir des effets très négatifs sur l'économie et la productivité (Banque Mondiale, 2012).

Dans les pays en développement, les femmes assurent la majeure partie de la gestion du foyer (alimentation, tâches domestiques, etc.) et de l'énergie domestique (collecte de bois, acheminement de l'eau, etc.). Elles sont majoritaires à toutes les étapes, de la collecte à l'utilisation de l'énergie (Dankelman, 2001). Le constat est le même dans le monde agricole : elles représentent la majorité des agriculteurs dans le monde (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1997), et assurent entre 60 et 80% de la production alimentaire.

Même si les femmes restent sous-représentées à l'échelle globale, leur contribution à l'échelle locale est donc primordiale, et leur rôle déterminant dans la production et l'adoption de stratégies d'adaptation ou d'atténuation du changement climatique. Les femmes auraient en effet tendance à favoriser la consommation éthique, le principe de précaution et l'aspect coopératif autour du développement durable (Women's Environment and Development Organisation, 2008). Selon certaines études, les femmes sont plus sujettes à adapter leur comportement, notamment après les catastrophes, et ainsi à diminuer l'ampleur de ces dernières en pratiquant une agriculture plus respectueuse de l'environnement, basée sur des flux durables de fertilité.

Les limites de la vision des femmes actrices/victimes

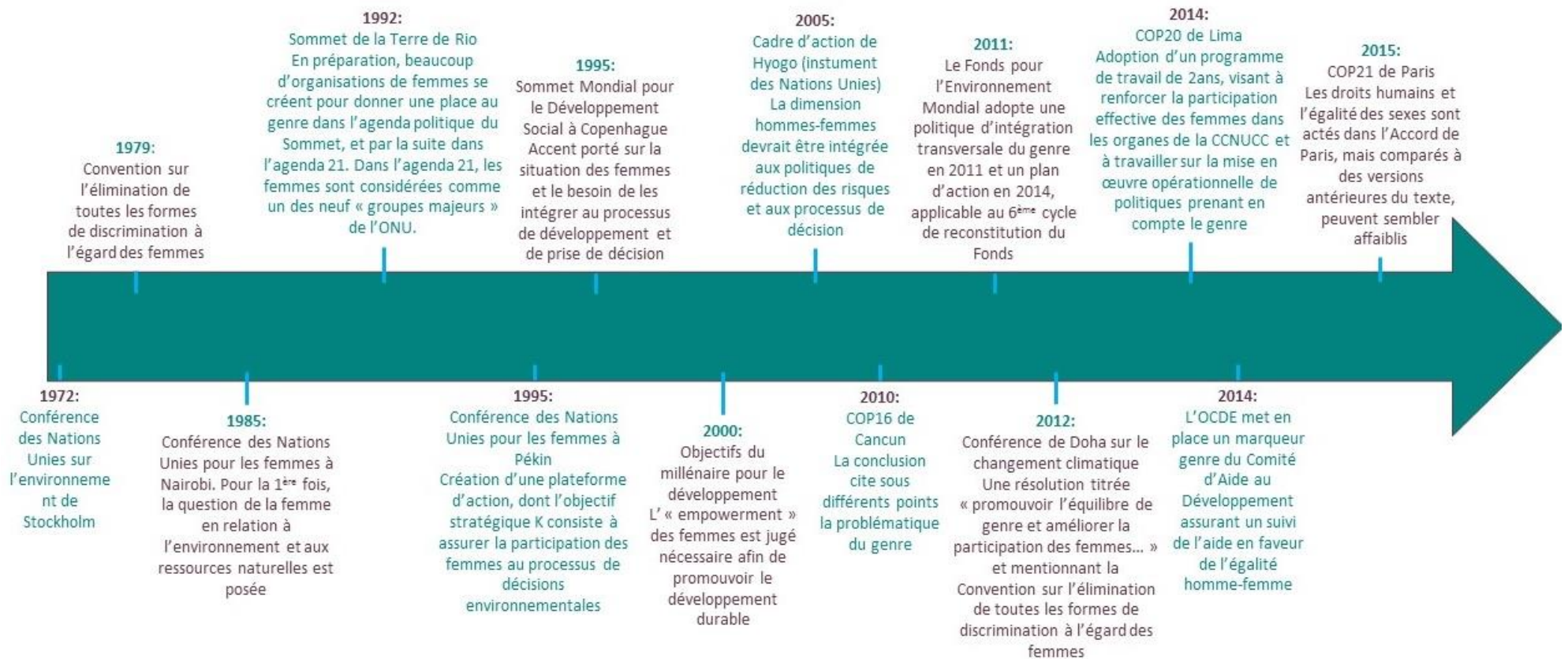
L'opposition entre les femmes victimes et les femmes actrices est très présente dans les études et rapports que nous avons consultés. Cette vision a des limites : ces deux positions peuvent, à terme, essentialiser le rôle des femmes (Agarwal, 1992) et renforcer les théories sexistes. Parfois, les femmes sont considérées comme responsables et garantes de la protection de la planète (idée présente dans la théorie de l'éco-féminisme), ou paradoxalement comme le « fardeau » à l'origine du surplus démographique.

- **Adaptation aux changements climatiques** : actions menées pour aider les communautés et écosystèmes à faire face aux conditions climatiques en mutation (CNUCC)
- **Atténuation du changement climatique** : interventions humaines visant à réduire les sources de gaz à effet de serre ou à développer des activités qui permettent de les éliminer (CNUCC).
- **Eco-féminisme** : terme qui émerge dans les années 1970 et qui défend l'existence d'une relation entre le drame écologique et la domination du patriarcat. Autrefois, les femmes étaient non seulement « propriétaires » de leur corps, mais aussi des richesses agricoles. Le patriarcat se serait alors approprié ces deux richesses, aboutissant aux désastres écologiques actuels, avec l'inflation démographique d'une part et l'épuisement de sols nourriciers de l'autre. D'une certaine manière, les éco-féministes rejoignent ainsi les radicales en affirmant que les femmes doivent impérativement reprendre en mains la propriété de leur corps. Il est pour elles urgent de relier la lutte pour les droits des femmes à celle pour la défense de la nature (UNESCO)

2/ Comment repenser un système agricole et environnemental plus égalitaire et durable ?

1) *Des solutions globales : en marche ?*

Comme le montre la chronologie ci-dessous, le genre est progressivement (mais encore de manière insuffisante) pris en compte dans les conférences internationales sur l'environnement.



2) Des solutions locales réalisées par et pour les femmes dans les pays du Sud

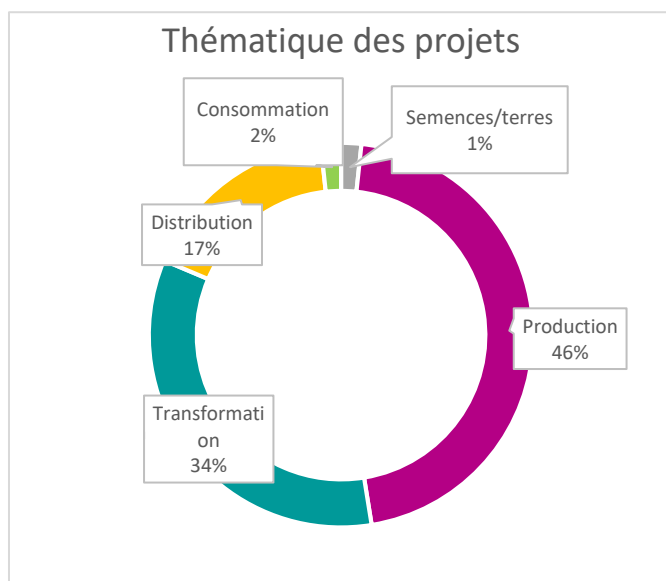
Dans une démarche de capitalisation et de valorisation de toutes les candidatures au Prix des Femmes Marjolaine, RESOLIS propose aux candidat(e)s de publier leur fiche candidature dans son Observatoire d'accès libre et gratuit. Grâce aux différentes éditions du Prix et à un travail supplémentaire mené par un groupe d'étudiants de Sciences Po Paris, nous avons pu travailler sur un échantillon de 52 projets. Avec ces étudiants, puis une stagiaire venant de Sciences Po Bordeaux, nous avons donc analysé ces projets mêlant les thématiques genre et environnement dans les pays en développement.

Présentation générale des projets



Cette carte montre la répartition géographique des projets étudiés. Les marqueurs jaunes indiquent qu'un projet a été analysé dans ce pays ; plus la couleur est foncée, plus il y avait de projets. On constate donc une nette prédominance du continent africain, et plus particulièrement de l'Afrique de l'Ouest.

Une prédominance de la production agricole



Parmi les expériences repérées, nous retrouvons cinq maillons de la chaîne agro-alimentaire représentés (de la production à la consommation alimentaire).

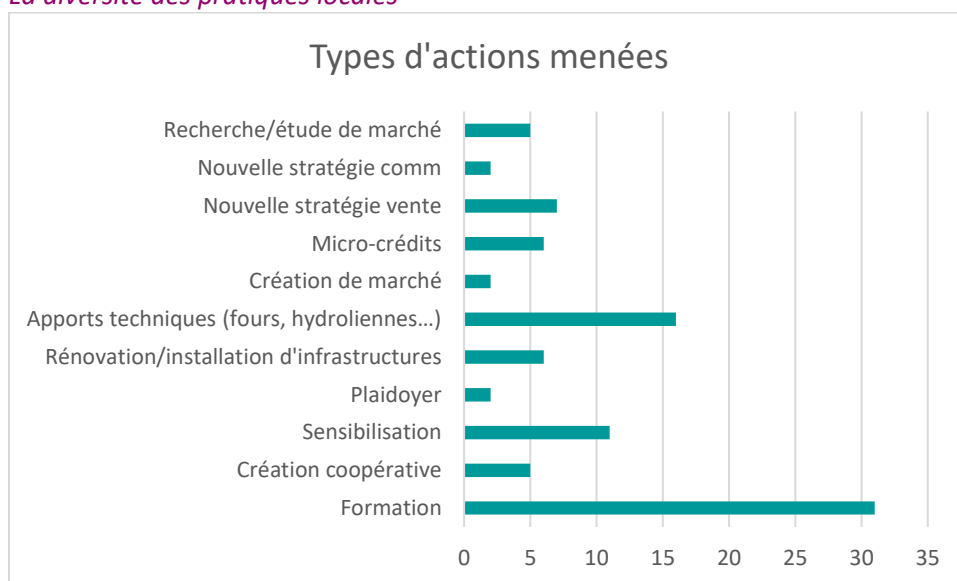
La production agricole (46%), avec des associations de producteurs, des producteurs et des coopératives principalement, puis la transformation alimentaire (34%), avec des entreprises, des coopératives et associations principalement, sont les maillons de la chaîne regroupant le plus grand nombre d'initiatives.

La part de la distribution (17%), aussi à l'initiative d'innovations, par le biais d'associations, petits commerces et vente en plein-air principalement est également

relativement importante.

Enfin, les parts de la consommation (2%) et des semences/terres (1%) sont moindres dans ces projets. Ces thématiques sont cependant abordées dans d'autres projets dont la thématique centrale peut être la production agricole ou la transformation par exemple.

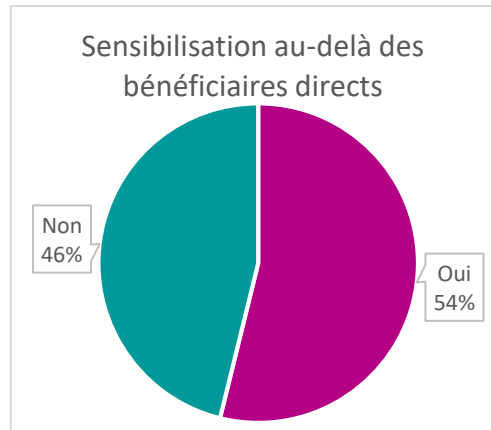
La diversité des pratiques locales



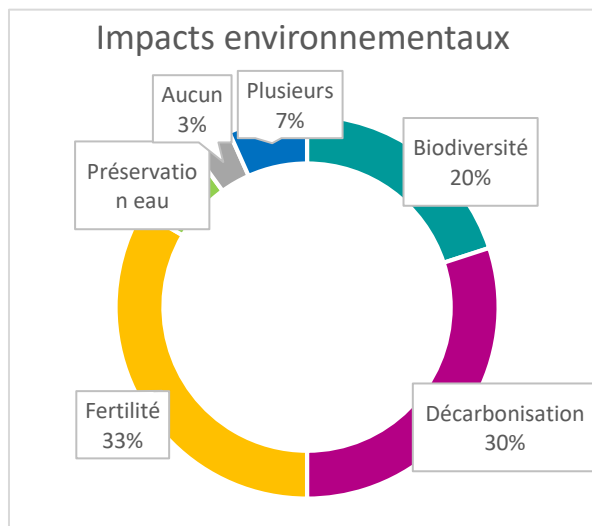
Sur les initiatives recensées, les projets sont très variés avec une majorité de pratiques menées dans le champ de la formation (pour 31 initiatives), avec des ateliers en agro-écologie ou en production biologique ; puis des appports techniques (16 initiatives), qu'il s'agisse d'expertises ciblées, d'outils de production ou de transformation ; et dans une moindre mesure de campagnes de communication, de promotion ou de sensibilisation (11 initiatives) à l'environnement, au développement ou à l'alimentation durable.

Une sensibilisation au sens large pas toujours mise en œuvre

Nous avons observé que la majorité des projets intégraient une forte dimension pédagogique, avec une sensibilisation des bénéficiaires mais pas systématiquement dans le souhait de sensibiliser au-delà des bénéficiaires directs locaux, sur les plans régionaux, nationaux ou internationaux notamment auprès des collectivités, et pour favoriser le transfert de compétences.



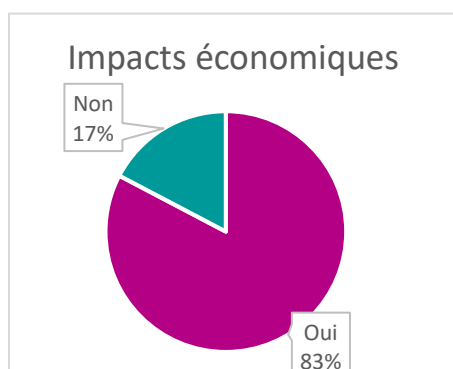
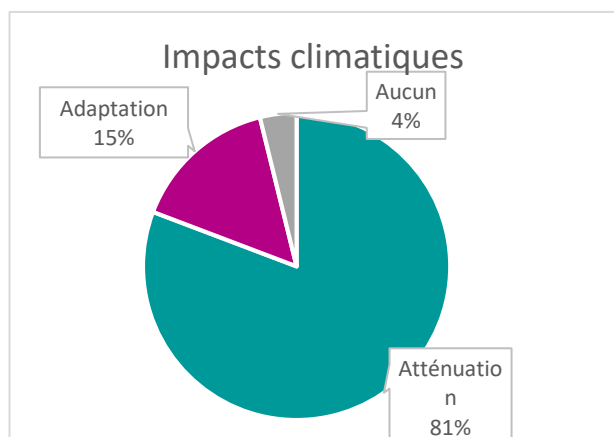
Quels impacts ont ces projets ?



Sur le plan environnemental, de nombreuses initiatives aspirent à améliorer la qualité des sols, à savoir leur fertilité (33%), puis à protéger la biodiversité (20%). De plus, les initiatives permettent de réduire les émissions de GES (gaz à effet de serre) : 30% des pratiques étudiées agissent sur la décarbonisation du système alimentaire. Dans une moindre mesure, les pratiques ont un effet sur la préservation de la qualité des eaux, ou permettent de cumuler plusieurs de ces impacts cités. Enfin, un nombre réduit d'initiatives n'avait pas d'impact significatif sur l'environnement.

Sur le plan climatique, les pratiques étudiées visent soit à agir via :

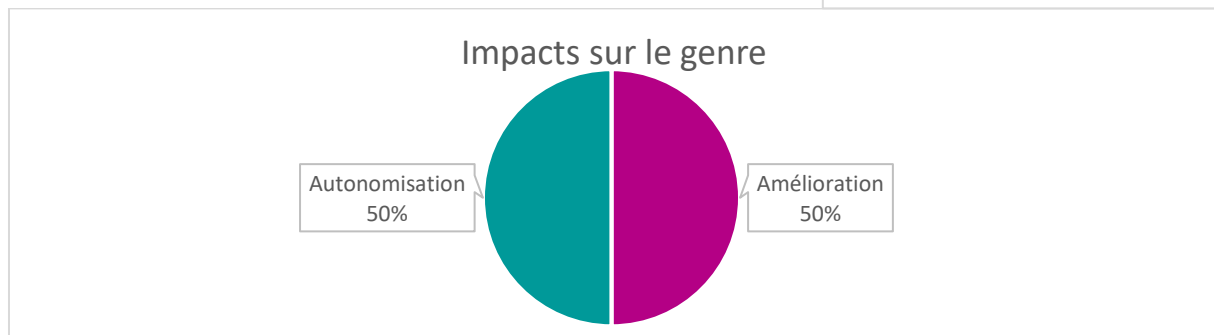
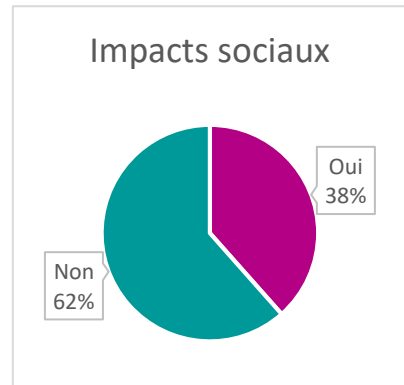
- L'atténuation (voir définition plus haut), pour 81% des projets
- L'adaptation : seulement pour 15% des projets. Une part minime (qui se recoupe avec celle n'ayant pas d'impacts environnementaux significatifs) n'agit pas sur le plan climatique.



La grande majorité des initiatives analysées ont des impacts sur le plan économique (83%) avec une création ou un maintien d'emplois, et donc une augmentation de revenus pour les travailleurs. Ces actions sont également bénéfiques pour les structures elles-mêmes car elles peuvent permettre d'étendre ou de conserver des activités, et de dégager des

moyens pour investir. Les impacts économiques sont aussi visibles au niveau local et régional, avec un développement territorial souvent cité dans les résultats des projets.

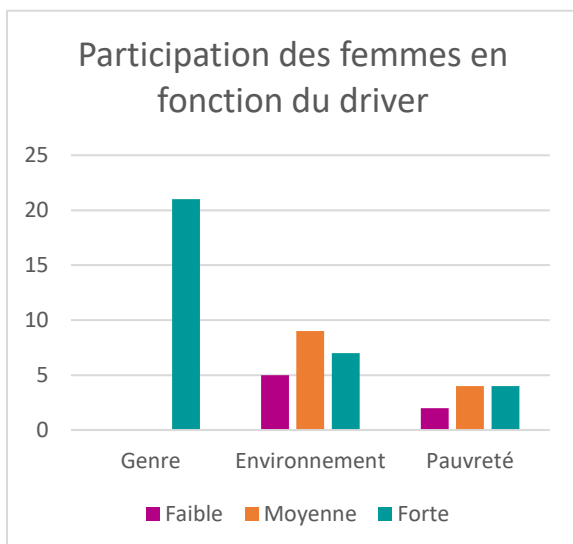
Seule une minorité de projets (38%) implique la création ou le maintien de lien social, ou bien d'une cohésion sociale localement. Ces projets contribuent ainsi à une vie sociale et citoyenne plus riche.



Les pratiques recensées ont toutes un impact sur les relations de genre, plus ou moins fort. L'amélioration des conditions de vie des femmes est une première étape importante car elle permet de diminuer leur exposition à la pauvreté et les aide à être plus autonomes économiquement. L'autonomisation (pour essayer de traduire « empowerment ») des femmes dépasse la simple amélioration des conditions de vie, en ajoutant une augmentation des capacités (ou capabilités) autres qu'économiques des femmes, ayant ainsi un impact plus important sur les relations de genre.

Analyse en fonction du driver

Nous avons analysé les projets en fonction de leur « driver » : l'élément principal qui a conduit à la mise en place du projet. Il pouvait s'agir du genre (améliorer la condition des femmes, lutter pour l'égalité femmes/hommes, changer les rapports de genre...), d'environnement (atténuer les impacts du changement climatique, réduire l'empreinte environnementale de l'homme, préserver la fertilité des sols...) ou la lutte contre la pauvreté. Certains projets ont été pensés avec plusieurs drivers dès le départ, mais nous avons choisi de sélectionner le driver principal.

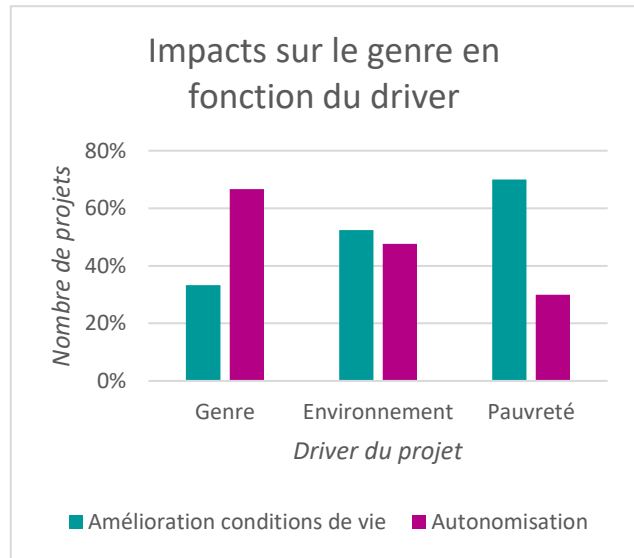


21 projets ont été pensés avec plusieurs drivers dès le départ, mais nous avons choisi de sélectionner le driver principal.

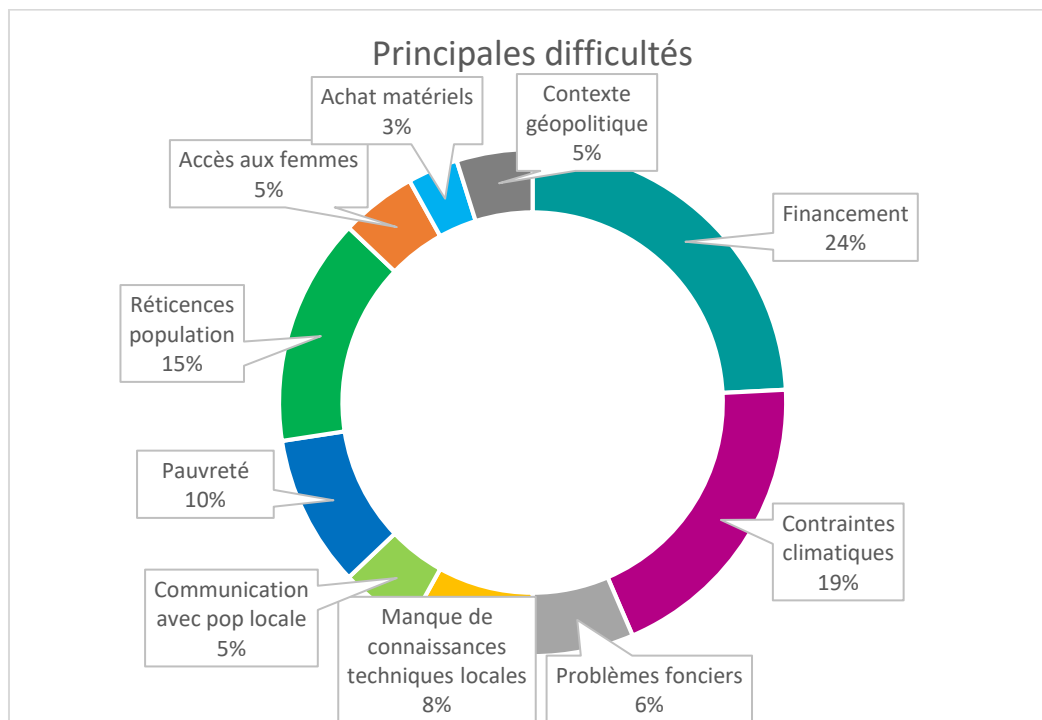
21 projets sur les 52 étudiés ont un driver « Genre », 21 « Environnement », et 10 « Réduction de la pauvreté ». Les projets qui ont un driver « Genre » font tous fortement participer les femmes au projet : elles sont incluses dans la gouvernance, dans la mise en œuvre, la conception... Quand les drivers sont « Environnement » ou « Réduction de la pauvreté », la participation des femmes est moins importante. 5 projets avec un driver

« Environnement » et 2 projets avec un driver « Réduction de la pauvreté » font faiblement participer les femmes dans leur projet.

De manière assez attendue, les projets ayant un driver « Genre » ont très majoritairement un impact sur le genre plus important : 67% participent à l'autonomisation des femmes, contre 48% avec un driver « Environnement » et 30% avec un driver « Réduction de la pauvreté ». Comme expliqué plus haut, par autonomisation nous entendons non seulement amélioration des conditions de vie mais aussi amélioration du statut des femmes dans la communauté, avec une dimension d' « empowerment ».



Difficultés et solutions



A RESOLIS, nous attachons une grande importance aux retours d'expériences : les difficultés rencontrées par les acteurs dans la mise en œuvre de leur projet, les solutions qu'ils ont pu trouver, ou encore les éléments qui expliquent leur réussite. Partager ces éléments permet aux acteurs de terrain d'apprendre les uns des autres, de ne pas reproduire les mêmes erreurs et éventuellement de s'inspirer de solutions déjà existantes. Dans les dossiers analysés, deux principales difficultés ressortent :

- Le manque de financement (exprimé par 24% des porteurs de projet)

- Les contraintes climatiques : sécheresses, inondations, épuisement des sols...

Les populations locales expriment aussi parfois quelques réticences face aux projets proposés ; la phase de sensibilisation, d'appropriation et de dialogue avec les populations est alors particulièrement importante. Le rôle central joué par le(s) partenaire(s) local(aux) est également souligné.

Face aux difficultés exprimées, nous avons choisi de présenter les solutions les plus communément mises en œuvre par les organisations, et de mettre en avant les solutions innovantes recensées (présentées dans le tableau ci-dessous).

Difficultés	Solutions	Solutions innovantes
Financement	Crowdfunding, micro-financement, appel de fonds, études de marché, diagnostics...	Labellisation: Label Gold Standard pour crédits carbone
Contraintes climatiques	Puits, pompes, adapter agenda, diversifier les cultures, compost, reboisement, transformation/assemblage local, réduction de dépenses en énergies fossiles, citernes toits aménagés, filtres à eau	- Technologies de foyer de cuisson avec biomasse - Plantation d'"arbres à air pur" hybrides éliminant le carbone en le séquestrant dans la biomasse - pompes solaires aux puits
Problèmes fonciers	Sensibilisation, dialogue avec les autorités locales, partenariat, plaidoyer, gestion participative	
Manque de connaissances techniques locales	Formation, sensibilisation, ateliers, visites d'échanges, protection de semences, bénévolat, consultation d'experts	
Communication avec pop locale	Traduction, alphabétisation	
Pauvreté	Bourses scolaires, micro-crédits, formation	-Développement d'activités génératrices de revenu en plus du projet - Recettes reversées directement aux membres ou aux foyers participant au projet
Réticences population	Communication, Formation/sensibilisation, partenariat, bureau local	Réunions et gestion participative
Accès aux femmes	Sensibilisation hommes	
Achat matériel	Fournisseurs locaux ou régionaux	
Contexte géopolitique	Echanges réguliers	

ELEMENTS DE CONCLUSION

Nous avons cherché dans cette étude à montrer l'intérêt à analyser de manière croisée le « genre » et l'« environnement » dans les pays du sud (et un travail similaire serait intéressant à réaliser dans les pays du nord). Les aspects sociaux du changement climatique sont souvent laissés de côté alors qu'ils doivent être pris en compte pour initier des changements durables plus égalitaires. Pour ce faire, les organisations de femmes devraient être renforcées et davantage reconnues, et plus de femmes devraient prendre parti aux négociations nationales et internationales sur le climat. Ainsi, leurs voix pourraient être davantage écoutées et entendues. Un travail global de lutte contre les inégalités de droits doit continuer à être mené, dans les pays du Sud, mais aussi dans les pays du Nord, dans une démarche d'« empowerment ».

Nous avons également montré que des pistes de solution sont déjà en marche : le genre est progressivement (mais encore de manière insuffisante) pris en compte dans les politiques internationales environnementales, et surtout des femmes et des hommes mettent en place des projets innovants et efficaces, qui méritent d'être connus et pour certains de changer d'échelle. Ces initiatives doivent être davantage mises en avant (comme le fait le Prix des Femmes Marjolaine) et parfois fédérées pour pouvoir porter un plaidoyer commun, selon une approche « bottom-up ».

BIBLIOGRAPHIE

- AGARWAL, Bina. « The Gender and Environment Debate : Lessons from India », *Feminist Studies* 18 (1), Avril 1992. Disponible en ligne : https://www.researchgate.net/publication/243764296_The_Gender_and_Environment_Debate_Lessons_from_India
- Banque Mondiale. *Rapport mondial sur le Développement, Egalité des genres et développement*, 2012. Disponible en ligne en anglais : <https://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>
- BLOMSTROM, Eleanor, CUNNINGHAM, Sarah, JOHNSON, Nadia et OWREN, Cate. "Women at the Forefront", *Climate Change Connections n°1*, UNFPA et WEDO: 2009. Disponible en ligne: http://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/climateconnections_1_overview.pdf
- BUCKINGHAM-HATFIELD, Susan. *Gender and Environment*, Routledge: 2000. Disponible en ligne: <https://www.amazon.fr/Gender-Environment-Susan-Buckingham-Hatfield/dp/0415168198>
- DANKELMAN, Irene. "Gender and Environment : Lessons to learn." Dans *Quality of Human Resources: gender and indigenous peoples*, 2001. Disponible en ligne: <http://www.eolss.net/sample-chapters/c11/e1-17-03-02.pdf>
- Fondation RAJA Danièle-Marcovici. *Femmes & Environnement: un enjeu clé du développement durable*. Décembre 2015. Disponible en ligne : http://www.fondation-raja-marcovici.com/documents/site/etude_femmes_et_bd.pdf
- Haut Conseil à l'égalité. *Les Femmes, actrices de la lutte contre le dérèglement climatique. Intégrer l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'accord issu de la 21^e Conférence des parties de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*. Septembre 2015. Disponible en ligne : http://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/plaidoyer_femmes_et_climat.pdf
- HOFMANN, Elisabeth. *Intégrer le « genre » dans l'approche-projet : entre l'engouement dans les discours et la surcharge dans les pratiques...* Communication à l'occasion des 25 ans du Master Analyse de projets Agricoles, industriels, sociaux et de l'environnement, université de Rennes 1, 28 octobre 2006. Disponible en ligne : <http://www.genreenaction.net/Integrer-le-genre-dans-l-approche-projet-entre-l.html>
- Human Rights Watch. *Marry before your house is swept away ; Child marriage in Bangladesh*. 2015. Disponible en ligne en anglais: <https://www.hrw.org/report/2015/06/09/marry-your-house-swept-away/child-marriage-bangladesh>
- Le monde selon les femmes. *Plaidoyer pour le genre dans les négociations « climat-environnement »*. Recherche & Plaidoyer : 2012. Téléchargeable sur : http://www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils_theories-analyse_recherche-plaidoyer_plaidoyer-genre-climat-environnement-developpement-durable.htm
- MACGREGOR, Sherilyn. « Gender and climate change : from impacts to discourses », *Journal of the Indian Ocean Region*, 2010. Téléchargeable en anglais sur: http://www.academia.edu/1847863/Gender_and_climate_change_From_impacts_to_discourses
- McMICHAEL et al. *Climate Change and Human Health ; Risks and Responses*. Organisation Mondiale de la Santé: 2003
- MASIKA, Rachel. *Gender, development, and climate change*. Oxford: Oxfam GB, 2002.
- Organisation des Nations Unies. *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement*, 2014. Disponible en ligne : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2014/index.shtml>
- ONUFEMMES. *World survey on the role of women in development. Gender equality and sustainable development*. 2014. Disponible en ligne en anglais : http://www.unwomen.org/~media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2014/unwomen_surveyreport_advance_16oct.pdf

- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. « Genre et droit à la terre. Comprendre les complexités, adapter les politiques », *Perspectives Economiques et Sociales*, Mars 2010. Disponible en ligne : <http://www.fao.org/docrep/013/al059f/al059f00.pdf>
- NEUMAYER, Eric et PLUEMPEL, Thomas. "The gendered nature of natural disasters : The impact of catastrophic events on the gender gap in Life Expectancy, 1981-2002", *Annals of the American Association of Geographers*, Vol. 97, n°3, 2007. Disponible en ligne: http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=874965
- RICHE, Alice. *Final essay – Gender and Climate Change*. Pour le Fonds des Femmes en Méditerranée, 2015
- SEGDA, Zénadou, WEP Burkina Faso et Réseau Climat & Développement. *Note de décryptage sur le genre et le climat*, 2015. Disponible en ligne : <http://climatdeveloppement.org/wp-content/uploads/2015/07/Note-de-de%CC%81cryptage-Genre-et-Climat.pdf>
- SKINNER, Emeline et al., « Genre et changement climatique », *Le bulletin de Bridge*, n°22, novembre 2011. Disponible en ligne : <http://docs.bridge.ids.ac.uk/vfile/upload/4/document/1112/EnBref22-ChangementClimat-Web.pdf>
- UNESCO, *Module 1 : Théorie du genre*. Disponible en ligne : http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/BSP/GENDER/PDF/L1final_01.pdf
- United Nations Development Fund for Women. *UNIFEM Responds to the Tsunami Tragedy; One year later: a report card*. 2005. Disponible en ligne en anglais: <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/AEC8595ED6FCCDEC492570DC000FDDDB2-unifem-tsunami-19dec.pdf>
- Women's Environment and Development Organization (WEDO). *Gender, Climate Change and Human Security. Lessons from Bangladesh, Ghana and Senegal*, Mai 2008. Disponible en ligne: <http://wedo.org/wp-content/uploads/hsn-study-final-may-20-2008.pdf>

Cette étude a été réalisée en collaboration avec des étudiants : Pauline Le Gal (Sciences Po Bordeaux), Patrick Agbassi (Sciences Po Paris), Anne-Lise Bohaud (Sciences Po Paris), Danaé Léger (Sciences Po Paris), Erell Tassin (Sciences Po Paris) et Ariane Thenaday (Sciences Po Paris).

Coordonnée par : Alice Balguerie et Chloé Landrot (RESOLIS)

Nous tenons aussi à remercier pour leur aide : Fawzia Baba-Aïssa (Fonds des Femmes en Méditerranée), Anne Barre (WECF), Mathilde Bois-Dubuc (Fondation RAJA Danièle Marcovici), Gaëlle Gillot (Université Paris 1), Henri Rouillé d'Orfeuill (RESOLIS)